

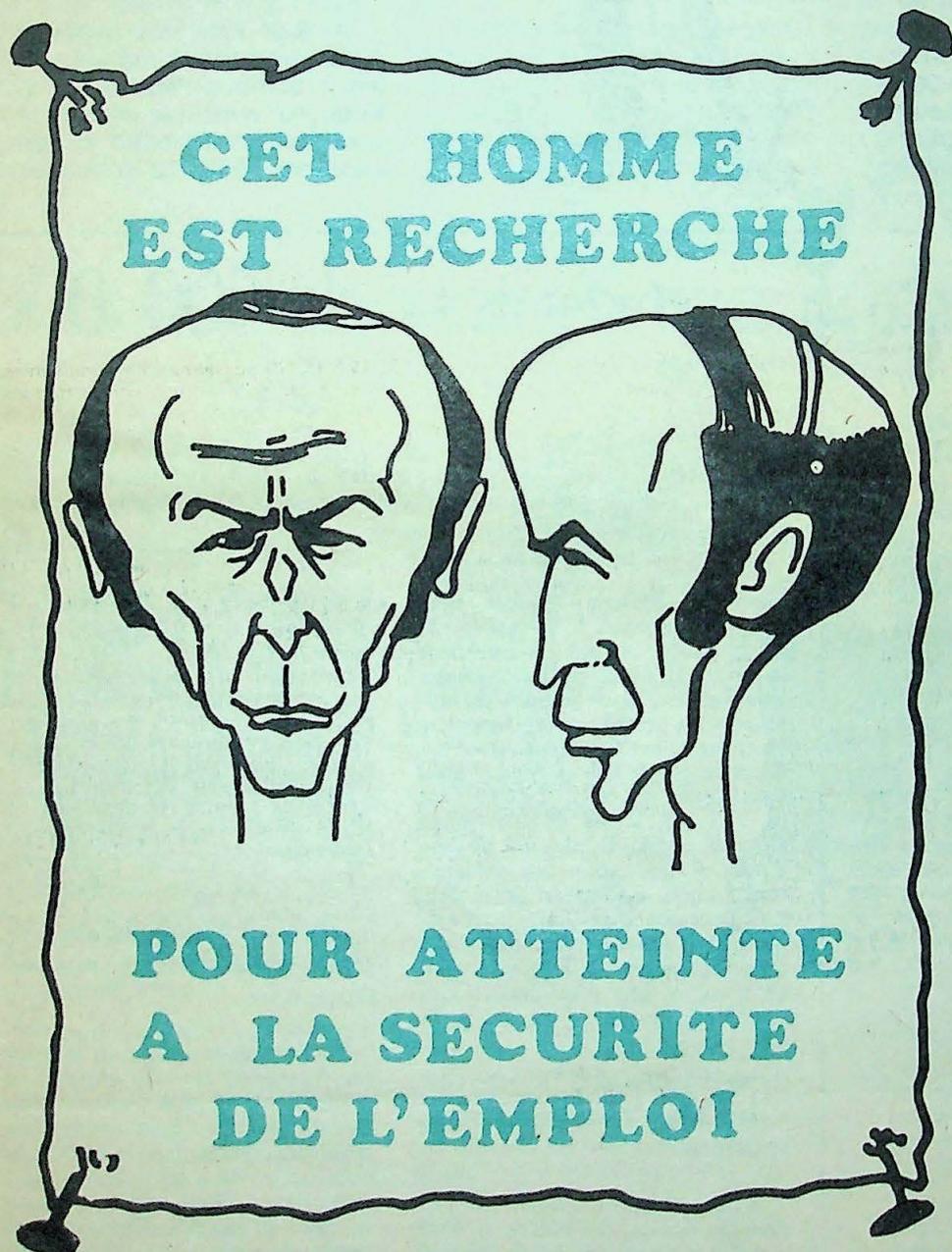
tribune

Spécial
jeunes

socialiste



ECOLE-EMPLOI : LA CHAÎNE



Trois questions dominent cette rentrée :

- l'accroissement dramatique du chômage des jeunes sortis du système scolaire en juin 1975 (avec ou sans diplômes),
- la mise au chômage de dizaines de milliers de hors-statuts des personnels de l'Education nationale (enseignants-personnels de service et d'administration),
- un coût aggravé des frais scolaires pour les familles de travailleurs (18% de hausse par rapport à 1974).

Cette situation met en évidence le caractère essentiel de l'école, de la maternelle à l'Université : la sélection au profit des classes dominantes.

Le pouvoir veut, en outre, réduire le coût de l'Education nationale en transférant sur les familles le maximum de charges possibles.

Les mesures de circonstances (trimestre de rattrapage en CET, contrats préformation, etc.) visent à camoufler le chômage mais n'assurent aux jeunes ni garantie d'emploi, ni garantie de formation. Elles ne sont qu'un paravent derrière lequel la réforme Haby-Giscard multiplie les barrages ségrégatifs et maintient les enfants de travailleurs dans leur condition d'exploités (barrages financiers, multiplication des paliers d'éviction, manque de places, effectifs surchargés, barrages culturels, etc.).

Dans ces conditions, il n'est pas question de laisser le pouvoir manœuvrer à sa guise : les luttes des jeunes collégiens de CET, lycéens et étudiants doivent s'orienter, en liaison avec celles des travailleurs,

- pour le droit à l'emploi et à la formation pour tous,
- pour une école au service des travailleurs,
- pour le contrôle des travailleurs sur la formation.

Ce numéro spécial veut fournir des éléments de réflexion afin de permettre aux lycéens et étudiants de se mobiliser dans le cadre des actions engagées par les travailleurs contre le plan d'austérité. C'est pourquoi il met l'accent sur les problèmes de l'emploi, sur les conditions de vie et de travail des jeunes. En ce sens les manifestations CGT-CFDT du 4 octobre, que le PSU soutient activement, doivent être le point de départ d'actions offensives contre les conditions de la rentrée, contre la mise en place des dispositions négatives de la loi Haby, pour déterminer le type d'éducation et de formation dans la perspective d'une société socialiste autogestionnaire.

Jean CEVENNES ■

TOUS A LA MANIF DU 4

DU TRAVAIL POUR TOUS !

Près d'un chômeur sur deux a moins de 25 ans, alors que les jeunes représentent seulement 18% de la population active.

▲ En juin les statistiques officielles avouaient 280 000 jeunes chômeurs, confirmant ainsi que es jeunes sont les premiers touchés par le chômage. Mais ces statistiques sont trompeuses : elles excluent notamment ceux qui ne sont employés qu'occasionnellement et ceux qui cherchent un travail tout en occupant un emploi d'attente souvent déqualifié et sous-payé.

Si on se réfère aux critères du Bureau international du travail, il y avait avant l'été 500 000 jeunes chômeurs. Le seuil des 600 000 risque fort d'être atteint et dépassé avec la rentrée et les arrivées sur le marché du travail. Parmi ces 600 000 jeunes chômeurs, les deux tiers sont des femmes. Ces quelques chiffres situent bien la place que notre société réserve aux jeunes. A l'école

on nous fournit une culture au rabais étroitement adaptée aux besoins du patronat (« CET, c'est déjà l'usine... »). Au service militaire les garçons apprennent à obéir. Quant aux filles, la société les veut soumises à l'« éternel féminin » (la femme-objet) mais aussi aux tâches ménagères. On veut effacer les mauvais souvenirs de mai 68, empêcher les jeunes de contester, quand par exemple ils se retrouvent au chômage.

Pour le patronat le chômage est aujourd'hui doublement nécessaire : c'est une arme pour accentuer la pression sur les salaires et faire face à la crise. Pour enrayer la baisse des profits, l'industrie tente en effet de se restructurer. De son côté Giscard cherche à imposer l'austérité et à camoufler l'ampleur du chômage.



Pourtant au même moment les besoins sociaux ne sont guère satisfaits. Dans les écoles, les classes sont surchargées et 10 000 auxiliaires sont sans travail. Dans l'industrie aéronautique et les compagnies aériennes, il y a des problèmes d'emploi alors que 4% seulement des Français prennent l'avion et que, pour Air-Inter en particulier, des appareils restent inoccupés. Dans la région parisienne, l'insuffisance des transports en commun est chaque jour plus criante et dans le même temps l'industrie automobile est en crise. Alors que le gouvernement refuse des emplois supplémentaires et les titularisations aux PTT et dans tous les services publics, il « relance » largement les subventions aux entreprises.

Si tout cela est possible dans une société qui se présente comme efficace et rationnelle, c'est que ce sont le profit et la rentabilité et non les choix collectifs qui déter-

Lycéens

Haby nous voilà !

L'atmosphère dans les lycées en ce mois de septembre, c'est la triste réalité d'une vie quotidienne, monotone et insignifiante, antichambre de la caserne puis du bureau ou de l'usine, apprentissage du cycle métro, tv, boulot, dodo...

▲ Les initiatives créatrices, collectives, spontanées des lycéens en lutte, qui rompaient « avec tout ça », sont momentanément enterrées pour cause de mauvais temps à la météo du pouvoir... Cet automne, c'est pour nous toujours cette réforme de l'enseignement, votée en catimini, alors que les intéressés bossaient dans les salles d'exams. On se souviendra de la « concertation » façon Haby, sur laquelle le mouvement de l'an dernier ne s'est d'ailleurs pas fait d'illusions.

Deuxième manche pour la bourgeoisie qui, avec son habyle ministre, évite de s'exposer aux attaques frontales des lycéens, étudiants, élèves de CET et fait passer doucement mais sûrement sa réforme au compte-goutte, c'est-à-dire par décret-loi inaperçu. C'est donc à une lutte quotidienne de longue haleine que les lycéens doivent se préparer pour mettre en échec les tentatives de mise au pas de la jeunesse scolarisée : on veut faire d'elle une main-d'œuvre docile et malléable à souhait, qualifiée ou sous-qualifiée, préparée en fonction des seuls intérêts de la bourgeoisie.

La riposte implique un élargissement du front de lutte sur l'école comme sur celui de l'emploi. L'isolement des luttes favorise le pouvoir ; par contre les actions coordonnées sur le plan local, entre syndicats de travailleurs et comités de luttes lycéens, peuvent le mettre en difficulté : défilés devant les agences de

l'emploi, meetings communs, délégations aux usines en grève, journée « lycées portes ouvertes »...

Mais dès aujourd'hui il faut avancer dans la voie de la structuration du mouvement lycéen en fonction d'échéances concrètes.

D'abord, les élections de délégués de classe et au conseil d'administration. Nous pouvons nous servir de cette occasion pour entamer un large débat débouchant sur l'élaboration des plates-formes revendicatives. L'élection de délégués de lutte, contre la participation, défendant nos revendications, responsables et révocables par les lycéens, peut permettre de regrouper dans chaque lycée tous ceux qui veulent lutter contre Haby et sa politique, et ainsi d'avancer dans la construction de comités de lycéens de masse. Dans chaque classe, il faut discuter du contenu des cours, du programme, des horaires, du règlement, des relations profs-élèves. Dans chaque lycée, élisons nos délégués devant l'assemblée générale des lycéens, pour imposer notre droit de regard sur la vie quotidienne du lycée, nos foyers socio-éducatifs, nos ciné-clubs, notre cantine, nos 10%, nos contre-cours.

Deuxièmement : la lutte contre le chômage des jeunes. Alors que 600 000 jeunes seront au chômage en cette rentrée — dont une bonne partie sortis des lycées en juin dernier —, alors que le projet Haby va renforcer la sélection, l'élimination, et continuer dans la voie de dévalorisation du BAC, les lycéens en tant que futurs jeunes chômeurs sont concernés. C'est pourquoi, le 4 octobre, les lycéens seront dans la rue eux aussi.

P.B. - T.B. ■

étudiants :

600 000

* Chômeur avant d'avoir travaillé... c'est la situation de 600 000 jeunes. Qui est responsable ? La fatalité ? Non ! Les jeunes ? Hypocrisie...

▲ Le « fauteur » de crise, c'est le patronat. Mais que fait le gouvernement ? Il entretient la crise. Il multiplie les cadeaux aux patrons, alors que les travailleurs et les jeunes sont les victimes. Notre cible est donc toute trouvée. C'est contre ce gouvernement qu'il faut frapper ensemble ! Ce ne sont pas les opérations démagogiques (contrat emploi-formation) de nos « maîtres libéraux » qui masqueront l'enjeu. Il faut agir dès à présent pour une vraie politique d'emploi garantissant à tous, et en particulier aux jeunes, le droit au travail en assurant une amélioration des conditions de vie.

● Etudiant : le mythe « de l'avenir en rose » s'es-souffle...

A la sortie des universités et des grandes écoles, les places se font rares. Six à neuf mois pour trouver un emploi, et encore — seulement pour ceux qui ont la chance de décrocher un diplôme. Pour les autres, sans diplôme ni qualification, le chômage est la seule issue après plusieurs années d'études. Le gouvernement ne s'arrête pas là ! Il

tisse une large toile de menaces et de craintes sur les débouchés : réduction brutale des postes dans l'éducation nationale, baisse des places offertes à l'agrégation, au CAPES et aux IPES. Le patronat, lui, redouble en besogne : il octroie des emplois sous-payés et sous-qualifiés ; il méconnaît le niveau de qualification et de formation des étudiants.

● Conditions de vie : le plan d'austérité a encore frappé !

La crise économique et la crise du système de formation se confondent... Pendant que Soisson disserte sur un « nouveau système d'aide aux étudiants », la hausse du coût de la vie atteint des proportions impressionnantes : 40 % sur le prix du papier, 23 % sur les tickets de « resto-U », 20 % sur les chambres de cité et plus encore sur les logements particuliers, hausse considérable sur les transports, 35 % sur la carte de métro... Pendant ce temps les bourses augmentent de façon dérisoire, face au développement de l'inflation. Le sys-

DU TEMPS POUR VIVRE !

minent le niveau et l'orientation de la croissance. Refusant l'austérité, solution capitaliste à la crise, il s'agit d'ouvrir une brèche en imposant le droit au travail pour tous, en se battant tout spécialement pour le premier emploi à la fin de la scolarité. C'est l'intérêt commun de tous, jeunes travailleurs, jeunes chômeurs, élèves de CET, lycéens, étudiants...

On présente souvent l'implantation d'une usine, la création de postes comme un service rendu aux travailleurs. Que des emplois soient créés pour produire des biens, rendre des services indispensables (hôpitaux, crèches, transports...) ou pour dépolluer l'air que d'autres usines ont pollué, peu importe ! On ne nous demande pas notre avis. C'est pourquoi, si nous nous battons pour le plein emploi, nous voulons en même temps remettre en cause la nature des produits fabriqués (avions de prestige

ou populaire, automobiles ou transports en commun...) et la nature du travail (cadence, division des tâches, hiérarchie...).

Les jeunes refusent d'être des pions, de simples rouages. Le travail est le plus souvent peu intéressant et guère épanouissant. 40% des jeunes quittent l'école sans aucune attestation de formation : au mieux ils trouveront un emploi d'exécutants sans intérêt et surtout sans possibilité de formation. Ils seront très mobiles (55% des jeunes de moins de 25 ans ont un, deux employeurs, ou plus). Il n'y a guère à s'étonner qu'il y ait alors un malaise face au travail, malaise qu'atteste l'importance grandissante de l'absentéisme.

D'après un sondage récent d'**Expansion-Europe n°1**, 73 % souhaitent d'abord avoir un secteur bien adapté à leurs goûts personnels, 57% de ceux qui travaillent pensent

que leurs études ont été peu ou pas utiles. Mais le plus intéressant, c'est l'insistance singulière à vouloir montrer des jeunes plutôt contents (!) : on oublie qu'en septembre 1975 il y a du chômage...

Toujours selon ce sondage, 35% des jeunes font 9 heures ou plus par jour. Selon une enquête de l'INED, « **un jeune travailleur sur quatre travaille plus que les quarante heures prévues par la loi, et ceux qui travaillent dans le secteur de l'hôtellerie atteignent les 60 heures** ». En période de chômage, la réduction du temps de travail sans perte de ressources peut être l'axe unifiant des luttes permettant aux chômeurs et aux travailleurs de dépasser leurs divisions. Déjà aux Chèques postaux des employés refusent de travailler le samedi matin ; à la BNP certains services sortent plus tôt. Il ne s'agit pas en effet de simple revendication, il s'agit d'imposer un contrôle collectif sur

le type de travail par exemple en sortant une heure plus tôt chaque jour. C'est le meilleur moyen pour imposer les 35 heures indispensables pour avoir le temps de vivre.

Cette tactique d'« autoréduction » peut d'ailleurs être étendue à tous les aspects de la vie sociale : pour les chômeurs il faut imposer la gratuité des transports et de la santé ; pour tous il faut réduire les loyers en fonction des revenus réels. Les travailleurs italiens ont ouvert la voie en montrant comment, en liaison avec les fonctionnaires, on pouvait réduire les tarifs des services publics.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons. Cela reste d'actualité que ce soit pour imposer le droit au travail ou pour prendre le temps de vivre. C'est aussi un premier pas vers l'affirmation d'un autre pouvoir, celui des travailleurs.

Y.B. ■

Jeunes au chômage, ça suffit !

ème d'aide aux étudiants a fait faillite !

● Tout pour le 4 octobre...

Le vendredi 3 octobre, la CGT et la CFDT organisent des rassemblements régionaux pour le droit au travail des jeunes. Le samedi 4 octobre, une manifestation aura lieu à Paris. A l'initiative unitaire des syndicats de travailleurs doit répondre une mobilisation consécutive du mouvement étudiant. Il a été difficile de tenir, en mars dernier, des assises locales pour l'emploi des jeunes ; raison de plus cette fois pour contribuer largement au succès de ces deux journées d'action. Aux étudiants de montrer que « **leur rentrée se fera bien avant la rentrée universitaire officielle** ».

L'importance politique de cette journée doit être soulignée : les syndicats ouvriers s'adressent aux jeunes, et leur initiative vise à associer les étudiants à la lutte pour le droit à l'emploi. La lutte unie des étudiants et des travailleurs pourrait enfin se réaliser, mais pour cela la mobilisation doit prévaloir. Les étudiants ont donc une responsabilité de tout premier plan dans la lutte contre le pouvoir, pour casser le plan d'austérité, pour imposer l'emploi pour tous. C'est donc sérieux. Le spectacle du « déchirement » de la « décomposition » du mouvement étudiant ne peut

qu'être un obstacle à ce « redéploiement » nécessaire de la lutte étudiante. Unitaires, nous devons donc être, car les bases réelles pour l'unité sont trouvées. Un objectif permanent de lutte : le chômage. Syndicats et partis politiques doivent donc se rassembler.

● Un jeune travailleur en formation

Le problème des débouchés et du chômage des jeunes, des étudiants, incite la classe ouvrière à se poser la question des liens entre formation et emploi. Ceux qui vivent à l'université peuvent s'adresser aux travailleurs pour discuter du type de formation qu'ils veulent. Avec le 4 octobre, il faudra lancer la bataille pour la reconnaissance du travail étudiant. Plus de 50 % des étudiants exercent une activité salariée à côté de leurs études ; mais ce travail est ignoré complètement dans les textes officiels sur « **la condition étudiante** ». Il s'agit de mettre fin aux conditions scandaleuses dans lesquelles s'effectue ce travail. Lutter pour le droit des étudiants salariés ne doit cependant pas être utilisé comme un élément supplémentaire pour peser sur les autres emplois.

Une bonne partie des étudiants vit directement les problèmes de l'emploi : qualification et débou-

chés, nécessité de travailler pour poursuivre ses études. Ce ne sont pas des privilégiés, mais de véritables travailleurs en formation. Les problèmes de cette catégorie d'étudiants, confrontés de plus à des conditions de vie aggravées, convergent avec ceux des autres travailleurs.

Soisson rêve d'une université à l'américaine, pour former les cadres compétitifs dont l'économie a besoin. Pour cela il faut soumettre l'université au patronat. C'est le système de contrat professionnel ; les entreprises signent des contrats avec les étudiants ; ces derniers lient leur avenir à l'entreprise qui finance leurs études. Nous ne pouvons l'accepter. Le 4 octobre sera la journée de la lutte commune pour l'emploi, mais aussi la journée pour la reconnaissance du travail étudiant, pour l'indépendance économique de l'étudiant.

● Et le 5 octobre...

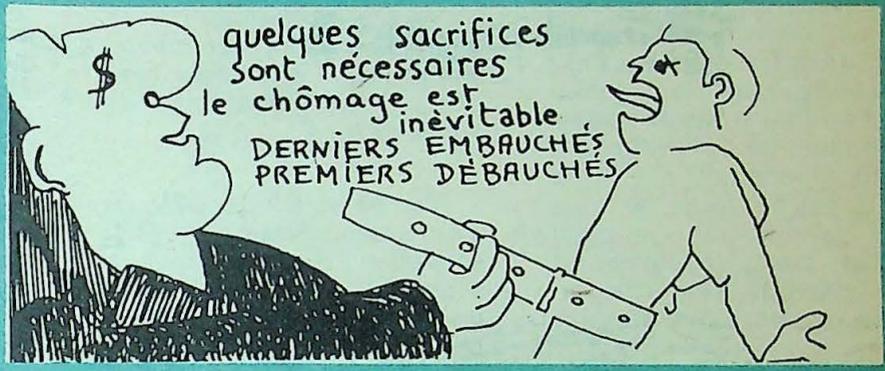
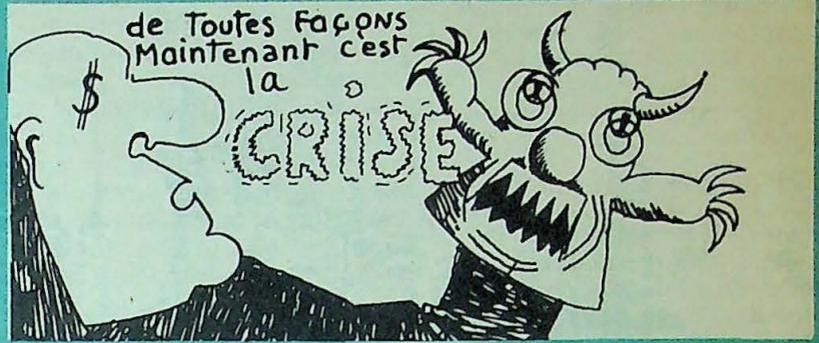
Le mouvement étudiant doit donc déboucher sur ce terrain de lutte souvent oublié. Mais ce vœu serait pieux s'il n'était que déclaration d'intentions, ou simplement « exaucé » par une simple journée de lutte. Le plus important restera à faire : s'adresser à l'ensemble des étudiants dès la rentrée universi-

taire et poursuivre nos objectifs. On parle beaucoup de réorganisation syndicale des étudiants, et à juste titre : aucune organisation aujourd'hui ne peut prétendre à la « légitimité » sur le mouvement étudiant. Un syndicat de masse manque. Ce syndicat de combat anticapitaliste doit se construire dans la lutte avec les travailleurs.

Seule la dynamique de masse peut balayer les initiatives plaquées. A l'image des liaisons locales étudiants-travailleurs pendant la lutte contre la réforme Haby, l'année dernière, des comités unitaires pourraient prendre les contacts nécessaires avec les unions locales CGT et CFDT ainsi qu'avec les syndicats enseignants et le personnel administratif des universités. De tels comités formés par des étudiants organisés et inorganisés, issus de la mobilisation permise par le rassemblement du 4 octobre, pourraient favoriser la poursuite des contacts avec les travailleurs, et donc une action offensive.

Dès la rentrée dans chaque université, département, TD, ces comités proposeraient aux étudiants la discussion de plates-formes d'action... et les problèmes ne manquent pas ! Nous ne disons pas : « **Voilà notre plate-forme d'action** », mais « **discutons d'une plate-forme d'action** ».

C.N. ■



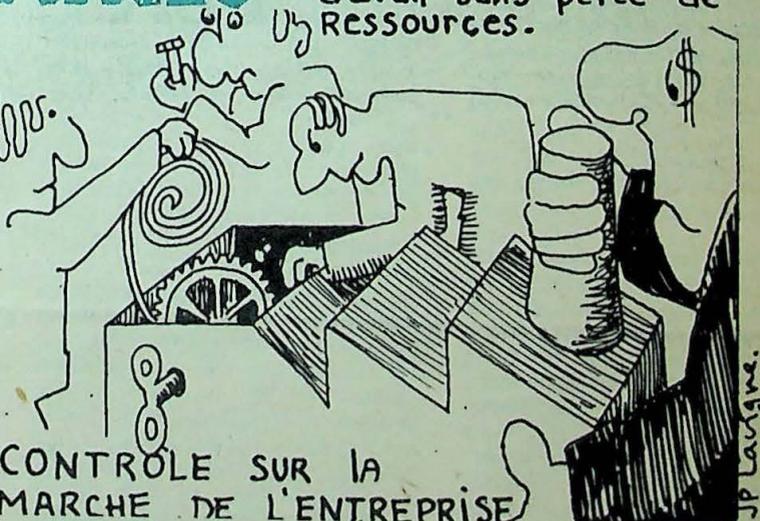
CHÔMEURS

TRAVAILLEURS

Droit à un emploi pour tous.

SOLIDAIRES

Réduction du temps de travail sans perte de Ressources.



prenez contact avec le PSU, 9 rue Borromée 75015 Paris. tél. 566.45.37 permanences lycéennes et étudiantes le mercredi de 15 à 17 heures.